

Marie-Claude Blanc-Chaléard, *En finir avec les
bidonvilles. Immigration et politique du logement dans
la France des Trente Glorieuses*

Paris, Publications de la Sorbonne, 2016, 396 p., 25 €.

Pierre-Jacques Derainne



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/3932>

DOI : [10.4000/hommesmigrations.3932](https://doi.org/10.4000/hommesmigrations.3932)

ISSN : 2262-3353

Éditeur

Musée national de l'histoire de l'immigration

Édition imprimée

Date de publication : 1 avril 2017

Pagination : 193-194

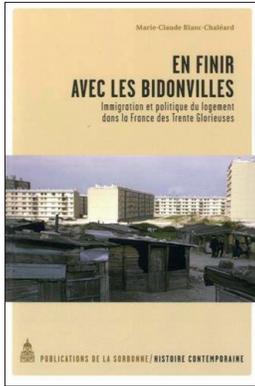
ISBN : 978-2-919040-38-4

ISSN : 1142-852X

Référence électronique

Pierre-Jacques Derainne, « Marie-Claude Blanc-Chaléard, *En finir avec les bidonvilles. Immigration et politique du logement dans la France des Trente Glorieuses* », *Hommes & migrations* [En ligne], 1317-1318 | 2017, mis en ligne le 01 avril 2017, consulté le 24 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/3932> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/hommesmigrations.3932>

LIVRES



Marie-Claude Blanc-Chaléard
En finir avec les bidonvilles. Immigration et politique du logement dans la France des Trente Glorieuses

Paris, Publications de la Sorbonne, 2016, 396 p., 25 €.

Cet ouvrage appréhende les bidonvilles comme un élément de la politique du logement des travailleurs immigrés après 1945. La vision panoramique à l'échelle de la région parisienne s'accompagne de focus sur les sites les plus peuplés : Nanterre, Champigny, La Courneuve, Saint-Denis... Le corpus de sources dépouillées est vaste : fonds des archives nationales (versements des ministères de l'Intérieur, de l'Équipement), des archives départementales des Hauts-de-Seine et des archives municipales de Nanterre, des archives de la Sonacotra, de la Fasti... Il comprend également des rapports et des mémoires, des travaux universitaires, des sources orales constituées d'entretiens réalisés au cours de deux campagnes : 2005-2008 (témoignages d'anciens acteurs politiques et associatifs) et 2012-2013 (enquête collective sur la politique de résorption de l'habitat insalubre, 1970-1986).

Les bidonvilles sont replacés dans l'histoire des logements insalubres (zone, lotissements...). Leur développement après 1945 s'explique par les flux croissants de main-d'œuvre étrangère, par l'insuffisance des logements précaires traditionnels pour immigrés que sont l'hôtel garni et les ap-

partements vétustes des vieux quartiers à l'abandon, mais également par les logiques ségrégatives dans l'attribution des premiers logements HLM. Dans ce jeu de vases communicants, le bidonville voit progressivement s'accroître la part des familles.

L'auteure met en lumière les stratégies des deux grands acteurs des politiques de résorption et de relogement que sont l'État et, dans une moindre mesure, les municipalités, communistes pour la plupart, qui accueillent les immigrés et qui participent à un certain « enlèvement » local. Le rôle de l'État est analysé à travers les plans, dispositifs et législations qui se succèdent à partir de 1959 (plan de deux ans de 1959, loi Debré de 1964, loi Vivien de 1970 prolongée par la « résorption de l'habitat insalubre », nouveau plan de 1971 et 1972...). L'auteure souligne l'action d'organismes comme le Fonds d'action sociale (FAS), d'une administration de mission comme le Groupement interministériel permanent (GIP), créée en 1970, et met en relief des figures de hauts fonctionnaires tels Michel Massenet, Robert Lion ou Guy Houist... Un chapitre est consacré, en outre, au mouvement multiforme de soutien aux immigrés (chrétiens de gauche, maoïstes) qui se constitue dans les années 1960 et à la façon dont il vient appuyer les habitants des bidonvilles dans leurs revendications.

La comparaison des deux sites de Nanterre et de Champigny permet de distinguer deux temps dans la politique de résorption : l'un marqué par l'enjeu colonial, l'autre s'inscrivant davantage dans la problématique du développement urbain. Les habitants des premiers bidonvilles, en majorité maghrébins, sont relogés principalement vers les foyers et les « cités de

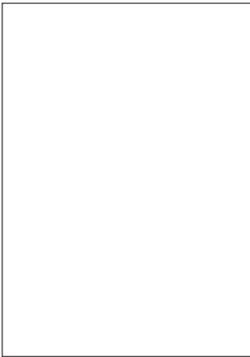
LIVRES

transit ». L'exemple du peuplement des HLM des Canibouts à Nanterre montre comment, dès 1960, la question des quotas est débattue au sein des pouvoirs publics sur fond d'idéologie « assimilationniste ». Globalement, les premiers logements HLM accueillent des familles de la classe moyenne, une partie des mal-logés locaux français, ainsi que des rapatriés d'Afrique du Nord. Le statut des HLM ainsi que leur image auprès des Français évoluent après 1970, l'État poussant, dans une nouvelle politique volontariste, à l'accueil de populations plus modestes,

constituées pour une grande part d'immigrés. La résorption s'achève au cours des années 1970 en laissant toutefois ouverte la question globale du logement social dans les banlieues.

Cette passionnante radiographie d'une politique d'État est enrichie de nombreuses données statistiques. Le lecteur bénéficie en fin d'ouvrage de deux index (noms de lieux et noms de personnes) et d'annexes constituées d'une chronologie et de neuf textes législatifs et réglementaires rédigés entre 1902 et 1974...

Pierre-Jacques Derainne



**Gabriel Vadnai,
Laure Politis**
**La solidarité juive,
200 ans d'action
sociale. Du Comité
de bienfaisance
israélite de Paris
à la Fondation
Casip-Cojasor**

Paris, Somogy éditions
d'art/Fondation
Casip-Cojasor,
2010, 120 p., 25 €.

Ce livre richement illustré présente 200 ans de solidarité juive prodiguée par le Comité de bienfaisance israélite de Paris (CBIP) — né en 1809, devenu le Comité d'action sociale de Paris (Casip) en 1963 — et le Comité juif d'action sociale et de reconstruction (Cojasor) — issu de la Résistance. Les deux structures fusionnent en 2000 dans la fondation éponyme. Deux siècles de cha-

rité, de philanthropie et de travail social ancrés dans l'antique *Tsedaka*, principe religieux de l'aumône et de la justice au fondement des traditionnelles *hévrots*, ces confréries chargées de collecter et de redistribuer les donations des fidèles. Deux siècles « pour insérer dans la société française les familles les plus pauvres et les immigrés les plus démunis » (200 000 Juifs européens entre 1906 et 1939, 28 820 survivants de la Shoah en 1947 et 1948 et 75 000 transitaires, 10 000 Juifs égyptiens, 23 000 Juifs d'Afrique du Nord...).

Avec l'émancipation, la solidarité change d'échelle et se déploie ou se systématise, jusqu'à aujourd'hui, une dimension holistique en ce sens qu'aucun secteur de l'existence, aucun âge n'est oublié : depuis l'aide alimentaire jusqu'à la santé des retraités en passant par le logement, depuis la formation jusqu'à la recherche d'emploi, en passant par l'aide aux devoirs ou l'aide